

Maduro, un président peu regretté

Le samedi 3 janvier 2026, le Venezuela se réveille sonné de l'attaque éclair des États-Unis sur Caracas et apprend l'enlèvement du président Nicolás Maduro et de la première dame Cilia Flores. Si une certaine anxiété s'empare de la population, une frange importante de celle-ci ne semble pas s'indigner outre mesure de la capture du couple présidentiel. Pourquoi ? Si les intentions impérialistes de Donald Trump ont été vastement analysées et commentées ainsi que les conséquences sur le droit et l'ordre international, la réaction du peuple vénézuélien beaucoup moins. C'est ce que nous allons tenter de décoder dans cet article.

Mais d'abord, revenons un peu en arrière. Avant de faire partie de l'équipe gouvernementale de Chávez, Nicolás Maduro était chauffeur de bus à Caracas, travail qu'il alternait avec des activités syndicales. Sa carrière politique débute à Cuba, pays où il reçoit une formation idéologique. Maduro rejoint le mouvement dirigé par Chávez après la tentative de coup d'État organisé par ce dernier en 1992 contre le président Carlos Andrés Pérez. Il commence à gravir rapidement les échelons du pouvoir une fois Chávez installé à la présidence en 1999 et devient vice-président de l'exécutif en octobre 2012. Son heure de gloire arrive en décembre 2012, lorsque Chávez, alors gravement malade, désigne Maduro comme son successeur et ordonne à ses partisans de le soutenir. Maduro assume donc la présidence par intérim, une manœuvre approuvée par la Cour suprême de justice, malgré des doutes constitutionnels, puis remporte les élections présidentielles, en dépit des accusations persistantes de fraude électorale. Il accèdera au pouvoir après la mort de son mentor en mars 2013.

Dérive autoritaire et illégitimité

Malgré sa grande loyauté envers Chávez, Maduro n'a jamais joui de la même popularité que le leader défunt. Afin de se maintenir au pouvoir, il est

contraint d'acheter des loyautés, tant au niveau national qu'international, mais aussi de perfectionner et d'intensifier le système de contrôle social et de répression déjà mis en place par Chávez. Il prend le contrôle total des pouvoirs législatif, judiciaire et électoral, en nommant des fonctionnaires totalement fidèles au régime, « purge » l'armée et étend le contrôle militaire à presque tous les secteurs économiques, place un grand nombre d'officiers et de sous-officiers à des postes clés, créant ainsi un réseau d'intérêts et de complicités, permet la présence et la participation de conseillers cubains dans les instances chargées de la sécurité et les forces armées, interdit à de nombreux politiciens de l'opposition d'exercer, réprime durement les innombrables manifestations menées par l'opposition, exerce une persécution politique et transforme ce qui était initialement un régime hybride en une dictature autoritaire, caractérisée par l'absence de séparation des pouvoirs et le contrôle total de l'État.

Les deux événements qui marqueront définitivement la dérive autoritaire et l'il-légitimité du gouvernement de Maduro se produisent en 2017 et en 2024.

En 2017, les partis d'opposition remportent les élections législatives, mais Maduro dépouille l'Assemblée nationale de ses pouvoirs et crée une nouvelle Assemblée nationale constituante

par décret présidentiel, en violation flagrante de la Constitution. En 2024, cette fois-ci dans le cadre des élections présidentielles, la principale candidate d'opposition issue de la Plateforme unitaire démocratique, María Corina Machado – lauréate du prix Nobel de la paix 2025 et critiquée par certain-es pour sa proximité avec le président américain Donald Trump – a été interdite par le régime de participer à ces élections. C'est l'homme politique Edmundo González Urrutia qui la remplace. Maduro se proclame vainqueur des élections, mais l'opposition parvient à démontrer, grâce à un suivi minutieux des élections et l'obtention des procès-verbaux de vote, que le candidat de l'opposition était le véritable vainqueur. La plupart des pays du monde n'a pas reconnu la victoire de Maduro ou a demandé de la transparence et des données vérifiables, mais le gouvernement n'a jamais présenté les preuves des résultats.

Une crise sociale et économique niée

Pour comprendre la réaction d'une grande partie du peuple vénézuélien aujourd'hui, revenons aussi sur le bilan social et économique du régime de Maduro. Il convient de préciser que, lorsque Maduro a pris le pouvoir en 2013, les conséquences de la mauvaise

gestion économique du gouvernement de Chávez se faisaient déjà fortement sentir. Il faut savoir que l'industrie pétrolière (nationalisée en 1976, bien avant l'arrivée de Chávez au pouvoir), représentée par la grande entreprise publique PDVSA, avait été démantelée par Chávez en 2002-2003, ce qui s'était traduit par le licenciement de près de 18 000 employé-es qualifié-es¹. L'arrivée à PDVSA de nouveaux travailleur-ses peu formé-es et inexpérimenté-es, les niveaux élevés de corruption (environ 300 milliards de dollars détournés²), les lacunes dans l'entretien des infrastructures pétrolières, les baisses successives du prix du baril de pétrole, la diminution de la production pétrolière (de 60 % par rapport à ses niveaux historiques les plus élevés) et la dépendance absolue vis-à-vis des revenus pétroliers créent une conjoncture tout à fait défavorable pour le pays.

Maduro nie la crise. Afin de financer le déficit, il imprime des billets. L'hyperinflation qui en résulte fait exploser les prix des produits et des services, plongeant des millions de citoyen-nés dans la pauvreté, car ces mesures ne s'accompagnent d'aucun plan compensatoire. Les expropriations d'entreprises, très mal gérées par le gouvernement de Maduro, provoquent une fuite massive des investissements étrangers. Entre 2013 et 2015, l'inflation passe de 41 % à 122 % (inflation annuelle de 556 % à la fin de 2015). L'économie se dollarise, la valeur du bolivar s'effondre et les prix montent en flèche. Entre 2016 et 2020, l'inflation cumulée atteint des records exceptionnels³!

Un exode massif

Alors que l'économie s'effondre, un pourcentage élevé de Vénézuélien-nés fuient le pays, dans ce qui est considéré comme l'un des plus grands exodes de l'histoire (entre 7,7 et 9 millions de personnes déplacées). La population restante lutte pour sa survie. De nombreux besoins fondamentaux sont non rencontrés et le taux de chômage est alarmant. Lorsque les médias interrogeaient Maduro à propos des problèmes de malnutrition dans le pays, celui-ci souriait et répondait qu'il s'agissait du « régime d'amaigrissement de Maduro »... Face à cela, la population et les opposant-es politiques se



Manifestation contre la réélection de Maduro pour un deuxième mandat organisée par son opposant Juan Guaido, président par interim soutenu par Donald Trump, le 2 février 2019 à Caracas. / © alexcocopro

sont organisé-es et mobilisé-es pour dénoncer les nombreuses dérives du régime. L'opposition vénézuélienne est une coalition hétérogène composée de partis et d'acteurs politiques de différentes tendances, ainsi que de mouvements sociaux et des citoyen-nés. Afin de résister au gouvernement de Maduro, ce front d'opposition, actif tant au Venezuela qu'en exil et dirigé par des personnalités telles que María Corina Machado, a eu recours à tous les moyens légitimes à sa disposition : dénonciations de la situation dans les médias nationaux et internationaux, ainsi qu'auprès d'organismes et tribunaux internationaux, pression internationale, participation à des tables rondes et à des négociations avec le régime de Maduro –lesquelles ont abouti à des accords qui n'ont jamais été respectés par le gouvernement –, participation aux élections, organisation de multiples manifestations dans la rue et demande de l'aide internationale.

Mais le gouvernement a mis en place un plan permanent et coordonné visant à réduire au silence et à réprimer l'opposition (y compris les militaires dissidents), violant ainsi gravement l'État de droit. Le harcèlement, la persécution, les licenciements abusifs, les détentions arbitraires, la torture et les traitements cruels, inhumains ou

dégradants, la violence sexuelle, les enlèvements, les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires, entre autres, ont toujours fait partie de la machine répressive de l'État (voir à ce sujet le rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU).

Outre les forces répressives de l'État, le gouvernement Maduro s'est appuyé sur des groupes civils armés par le gouvernement qui fonctionnent comme un bras paramilitaire de l'État et qui agissent en toute impunité : les « Colectivos » sont chargés du contrôle social et de la

¹ Wikipédia. (s.d.). *Paro general en Venezuela de 2002-2003*. Dans Wikipédia. Url: https://es.wikipedia.org/wiki/Paro_general_en_Venezuela_de_2002-2003 date de consultation: le 20 janvier 2026.

² Goyret, L. (2021, juin). *Corrupción chavista: cuál es el destino de los miles de millones de dólares robados por la dictadura venezolana*

que son decomisados por Estados Unidos. Infobae. Url: <https://www.infobae.com> date de consultation: le 20 janvier 2026.

³ Wikipédia. (s.d.). *Hyperinflation in Venezuela*. Dans Wikipédia. Url: https://en.wikipedia.org/wiki/Hyperinflation_in_Venezuela date de consultation: le 20 janvier 2026.



surveillance dans les quartiers pauvres, ainsi que d'identifier les opposant-es, de les dénoncer, de les intimider, voire de les faire disparaître.

Une pauvreté généralisée

Ces facteurs économiques, politiques et sociaux font qu'aujourd'hui, l'immense majorité des Vénézuélien·nes survivent dans des conditions particulièrement précaires et dans une situation de grande vulnérabilité. La pauvreté touche près de 80 % de la population. Avec un salaire minimum de 130 bolivars par mois, soit l'équivalent actuel d'un demi-dollar, les Vénézuélien·nes n'ont d'autre choix que de se débrouiller. S'ils·elles mangent, ils·elles ne peuvent pas aller chez le médecin ou payer les transports. Au lieu d'augmenter le salaire de base, le gouvernement « compense » avec des bons alimentaires d'un montant maximal de 160 dollars par mois dont tout le monde ne bénéficie pas. Beaucoup vivent grâce à l'argent que leur envoient leurs proches à l'étranger. Or, tous les Vénézuélien·nes exilé·es ne disposent pas des moyens financiers suffisants pour aider leurs familles restées au pays.

La santé est devenue un véritable luxe. Les hôpitaux publics manquent de fournitures et les personnes qui ont besoin d'une intervention médicale doivent tout payer de leur poche. La crise sanitaire a entraîné une augmentation significative de la mortalité due à des maladies qui pourraient être guéries ou évitées.

La situation alimentaire au Venezuela est actuellement critique. Dans un pays qui possède les plus grandes réserves de pétrole au monde, il n'est pas rare de voir des personnes chercher de la nourriture dans les poubelles. Le Programme alimentaire mondial a indiqué qu'environ 15 % de la population (soit environ 4 millions de personnes) a besoin d'une aide alimentaire urgente et qu'environ 40 % souffrent d'insécurité alimentaire modérée ou grave. La population vénézuélienne vit dans un stress alimentaire permanent, causé non par une pénurie de nourriture, mais parce que les gens n'ont pas les ressources

nécessaires pour couvrir le coût du panier alimentaire de base.

Le système éducatif vénézuélien, quant à lui, traverse également une crise profonde, caractérisée par la détérioration des infrastructures et le décrochage scolaire et professionnel. Les salaires de misère ont contraint de nombreux·ses enseignant·es et professeur·es à quitter le pays. Résultat : des écoles qui ne fonctionnent que deux ou trois jours par semaine et où les cours sont dispensés par des personnes sans formation adéquate. Dernier point, la crise des services d'eau et d'électricité, caractérisée par des coupures fréquentes et un rationnement chronique de l'eau, a de graves répercussions sur la vie quotidienne des Vénézuélien·nes, les hôpitaux et le secteur économique.

Les expériences vécues au cours de nombreuses années de lutte contre l'autoritarisme, la corruption flagrante, la destruction de l'économie, l'ingérence de Cuba et d'autres pays, l'abus de pouvoir, la violation des droits humains, la censure, la répression et la violence gouvernementale exercés par le régime de Maduro amènent les Vénézuélien·nes à un ressentiment inévitable : l'impuissance de la Communauté internationale à contraindre un régime dictatorial à lâcher les rênes du pouvoir. Pour la population, la réalité a montré comment les gouvernements qui violent les droits de leurs citoyen·nes et les normes du droit international se moquent bien souvent des avertissements, des exhortations, des rapports accablants et même des sanctions imposées par les organismes internationaux et autres entités.

« Si l'opération orchestrée par Donald Trump est évidemment en violation flagrante du droit international et du principe de souveraineté des États et peut mettre en péril la sécurité internationale, quelle réponse la Communauté internationale peut et doit-elle donner à un pays aux prises avec un régime néfaste ? »

Si l'opération orchestrée par Donald Trump est évidemment en violation flagrante du droit international et du principe de souveraineté des États et peut mettre en péril la sécurité internationale, quelle réponse la Communauté internationale peut et doit-elle donner à un pays aux prises avec un régime néfaste ? Un pays et une population qui ont déjà mobilisé tous les instruments à sa portée pour y mettre fin sans succès...

Seul l'avenir nous dira si l'intervention américaine changera quelque chose aux conditions de vie du peuple vénézuélien, mais, ce 3 janvier 2026, dans les rues et les foyers de Caracas, l'heure n'était pas à la tristesse. Le peuple en exil est descendu joyeux dans la rue et, au Venezuela, il a célébré en silence ce qu'il espère être le début de la fin d'une tyrannie.

